

# D O R I È S



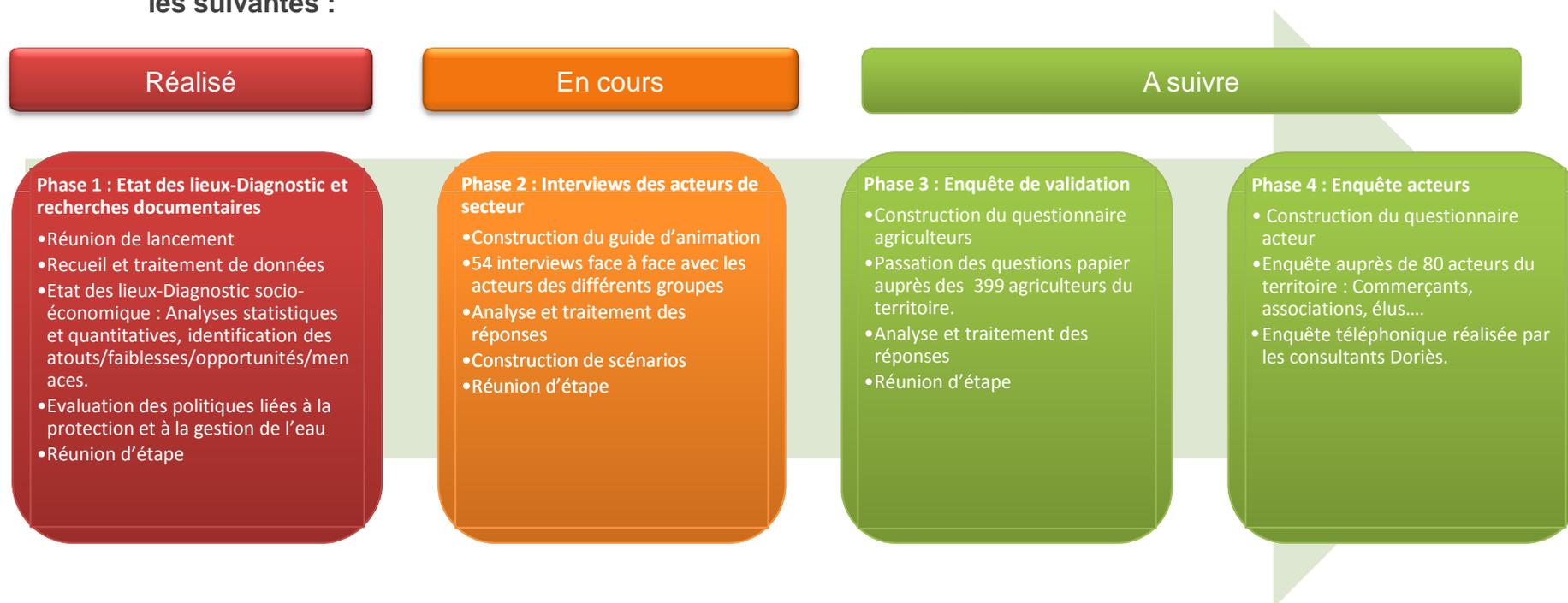
**Plan gouvernemental algues vertes – SAGE baie de Douarnenez**  
**Etude de diagnostic socio-économique de la baie de Douarnenez**

**Phase 2 - Analyse des entretiens avec les acteurs socioprofessionnels**

*Juillet 2011*

## 1. Déroulement méthodologique de l'étude : cadre général

- ❑ **Au cours des derniers mois, nous avons conduit avec le maître d'ouvrage :**
  - Un diagnostic socio-économique au cours duquel nous avons élaboré un état des lieux et un diagnostic démographique, touristique, économique et des activités liées à l'eau (situation présente, antérieure et future).
  - Des interviews auprès des acteurs du territoire, cette seconde étape fait l'objet du présent rapport.
- ❑ **Pour rappel, les principales phases de l'étude de diagnostic socio-économique de la baie de Douarnenez sont les suivantes :**



## 1. Déroulement méthodologique de l'étude : Phase 2

---

### □ Les principales étapes méthodologiques de cette seconde phase d'étude ont été les suivantes :

1. La création du guide d'entretien.
2. La réalisation des 54 interviews
3. L'analyse des interviews.

### 1. La création du guide d'entretien :

Pour mener à bien la réalisation du guide d'entretien, nous avons préalablement établi, avec le maître d'ouvrage, la liste des problématiques à traiter et la liste des questions que le maître d'ouvrage se posait. Nous avons ensuite intégré des techniques qualitatives afin de dynamiser les entretiens.

- **Les cartes symboliques EUREKA** : Ce jeu de cartes symboliques a été utilisé dans la phase « Relations entre les acteurs ». Plus qu'un simple déclaratif cordial, il nous a permis de mieux comprendre le fond de la pensée de chaque acteur vis-à-vis d'autres groupes présents dans l'étude.
- **Les déclaratifs spontanés et assistés** : Nous avons plusieurs fois successivement utilisé des questions spontanées et assistées. Ces techniques nous ont permis de prioriser des perceptions et relations entre les acteurs.

### 2. La réalisation des 54 entretiens :

- Cette étape a débuté par la sélection et le recrutement des interviews. La sélection a été effectuée sur profil. Le maître d'ouvrage a souhaité interviewer les acteurs du territoire qui ont un lien prégnant avec la baie de Douarnenez, l'eau et ses différentes activités.
- Les entretiens en face à face ont été réalisés entre le 12 mai et le 16 juin 2011 pour une grande majorité. Pour les acteurs du territoire qui n'étaient pas disponibles pendant cette période, nous les avons interrogés par téléphone les semaines suivantes afin de permettre à l'ensemble des acteurs du territoire de s'exprimer.

## 1. Déroulement méthodologique de l'étude : Phase 2 (suite)

---

### 3. L'analyse des entretiens

- Pour permettre une analyse fine et complète des entretiens, chaque entretien a été enregistré, réécouté et analysé individuellement.
- Pour chaque interviewé, un code a été attribué. Ce code nous a permis, lors de la compilation de tous les entretiens, puis de l'analyse, de comprendre comment les acteurs et groupes d'acteurs se positionnent. Ainsi, nous avons pu analyser des niveaux de connaissance, de compréhension entre les différents groupes d'acteurs.
- **Objectivité des analyses :**  
L'objectif des interviews est de comprendre le point de vue des interviewés. Lors de cette étape, Doriès a **synthétisé et analysé** les verbatims des interviewés. **L'analyse de Doriès est donc entièrement basée sur le recueil d'informations effectué durant ces interviews.** Pour favoriser la qualité de cette analyse, chaque consultant ayant effectué des interviews a participé à l'élaboration et à la structure de l'analyse.

Ainsi, vous pourrez lire dans ce document, une restitution exhaustive de ces déclaratifs. Ils sont classés par thème et sous-thème en fonction des questions initiales. Les passages « *entre guillemets* » sont des citations brutes extraites des interviews (verbatim). Elles illustrent nos analyses.

### 4. Les limites de cette étude

- Le monde agricole, interviewé durant cette étude, est fortement impliqué dans les instances du contrat territorial depuis le début du projet. Les acteurs du tourisme, les commerçants et IAA le sont moins. Cela peut expliquer la différence de niveau de connaissance constaté durant l'étude. La différence du niveau d'intérêt apporté à la problématique des algues vertes constatée dans l'étude peut également expliquer leur moindre implication dans les réunions des instances du contrat territorial.

## 1. Listing des personnes interviewées

Liste des entretiens	
Associations	Agroalimentaire
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Nicole LEGALL</b>, représentante de Eau et Rivières de Bretagne.</li><li>• <b>Gaël ROGNANT</b>, Président de l'AAPPMA.</li><li>• <b>Claude MORIZET</b>, Membre de la CLCV.</li><li>• <b>Jean HASCOET</b>, président de Baie de Douarnenez Environnement.</li><li>• <b>M. BOUER</b>, président de Bretagne vivante.</li><li>• <b>M. LEGALL</b>, fédération des chasseurs du Finistère.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Frédéric BERGUES</b>, Responsable environnement, Conserverie CHANCERELLE.</li><li>• <b>Jean-Claude PENNANEAC'H</b>, Président de l'association pays et produits de Douarnenez.</li><li>• <b>Gérard CIEBIRA</b>, Ingénieur de maintenance, HENAFF.</li><li>• <b>Pascal CAM</b>, Responsable environnement TRISKALIA.</li><li>• <b>Jean-René LOUBOUTIN</b>, Technicien, TRISKALIA.</li><li>• <b>Michel LAMBALLE</b>, Technicien, SUD APPRO.</li><li>• <b>M. MEROT</b>, Responsable environnement, ENTREMONT.</li></ul>
Foncier	Commerçants
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Christophe MICHEAU</b>, Chef de service départemental, SAFER.</li><li>• <b>Mme HASCOET</b>, Fédération départementale des propriétaires fonciers.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Michèle KERSAUDY</b>, Présidente de l'union commerciale de Douarnenez.</li><li>• <b>Cécile NAY</b>, Chargée de mission au service économique de la chambre des métiers de Quimper.</li><li>• <b>Mme GOURLAN</b>, Présidente de l'union commerciale de Plodiern.</li><li>• <b>Gérald FALC'HUN</b>, CCI Quimper.</li><li>• <b>Valérie LASQUELLEC</b>, Chargée de mission, CCI Brest.</li></ul>

## 1. Listing des personnes interviewées (suite)

Liste des entretiens	
Tourisme	Elu / Service public
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Nathalie SALAUN</b>, Directrice de l'office de tourisme intercommunale de Porzay.</li><li>• <b>Nicolas DAYOT</b>, Président du syndicat du tourisme de plein-air du Finistère.</li><li>• <b>Marylène LESTREHAN</b>, Directrice de l'office de tourisme de Douarnenez.</li><li>• <b>M. LELAY</b>, Président de l'office de tourisme de Camaret/Mer</li><li>• <b>Jean-Christophe FIMBAULT</b>, Co-président de la fédération maritime de la Baie de Douarnenez.</li><li>• <b>Jean KERHOAS</b>, Directeur de Nautisme en Finistère.</li><li>• <b>Chrystelle LE BRIS</b>, Directrice de l'office de tourisme de Crozon.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Jean PICHON</b>, Maire de Beuzec Cap Sizun.</li><li>• <b>Philippe LE MILIOT</b>, Chargé de mission qualité de l'eau, Parc Naturel marin d'Iroise.</li><li>• <b>Jean KERIVEL</b>, Adjoint au maire de Poullan/Mer.</li><li>• <b>Pierre PRODHOMME</b>, Représentant local pour l'agence de l'eau Loire Bretagne.</li><li>• <b>Mathieu DELDICQUE</b>, Chargé de mission au conseil régional de Bretagne.</li><li>• <b>Bruno LEBRETON</b>, Ingénieur bassin versant préfecture du Finistère.</li><li>• <b>Christian MENARD</b>, Député du Finistère.</li><li>• <b>Claude BELLIN</b>, maire de Plomodiern.</li><li>• <b>Jérémy BOURLOUDOUS</b>, Chargé de mission PNRA.</li><li>• <b>Mme ESPALIEU</b>, Chargée de mission MIRE, Préfecture de Région.</li><li>• <b>Annick LE LOCH</b>, Députée du Finistère.</li><li>• <b>Laure GORIUS</b>, Référente de la Baie de Douarnenez pour le CG 29.</li><li>• <b>M. RICHARD</b>, Maire de Telgruc sur Mer.</li></ul>
Pêche	
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Bruno CLAQUIN</b>, Président du comité local des pêches.</li><li>• <b>Roger SALAUN</b>, Responsable de la criée de Douarnenez.</li><li>• <b>Solène LE GUENNEC</b>, Fédération des comités locaux Finistère, pêche maritime.</li><li>• <b>Erick GUEGAN</b>, Vice président des pêcheurs à pied de Douarnenez.</li></ul>	
Agriculture	
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Ronan LE MENN</b>, Elu de la chambre d'agriculture.</li><li>• <b>Jean-Alain DIVANAC'H</b>, Représentant local du comité de développement du pays de Châteaulin.</li><li>• <b>Paul HASCOET</b>, Représentant local du GAB 29.</li><li>• <b>Philippe BOETE</b>, Représentant local de la fédération départementale des coopératives agricoles et coop de France Ouest.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Mickael BOUGUYON</b>, Représentant local des jeunes agriculteurs.</li><li>• <b>Roger MAUGUEN</b>, Représentant local de l'UGPVB.</li><li>• <b>Yannig COULOMB</b>, Représentant local du CIVAM 29.</li><li>• <b>Michel NEDELEC</b>, Représentant local de l'UDSEA.</li><li>• <b>Myriam GODINEC</b>, Représentante du comité de développement du pays de Quimper.</li></ul>

## 2. Plan de l'analyse

---

- 1. La perception du territoire** **p. 8**
  1. Les interviewés
  2. Les interrelations entre les interviewés
  3. Le classement des activités économiques sur le territoire
  4. L'attractivité du territoire – les forces et faiblesses du territoire
  5. Les enjeux de la gestion de l'eau – Les forces et faiblesses en gestion de l'eau
  
- 2. La connaissance des marées vertes** **p.19**
  1. Le niveau de connaissance du phénomène
  2. La connaissance du PAV et des projets de territoire de Lannion et Saint Briec
  3. L'importance attribuée au phénomène
  4. La perception et l'impact sur le territoire
  
- 3. Les relations entre les acteurs** **p.31**
  1. Les relations perçues entre les acteurs
  2. Détails des principales relations
  
- 4. Les actions** **p.43**
  1. Le Plan Algues vertes souhaité
  2. Les actions dans l'exploitation
  3. Les actions dans les collectivités
  4. Les actions dans la baie
  5. Les actions dans le milieu naturel
  6. Autres acteurs et actions

**D  
O  
R  
I  
É  
S**

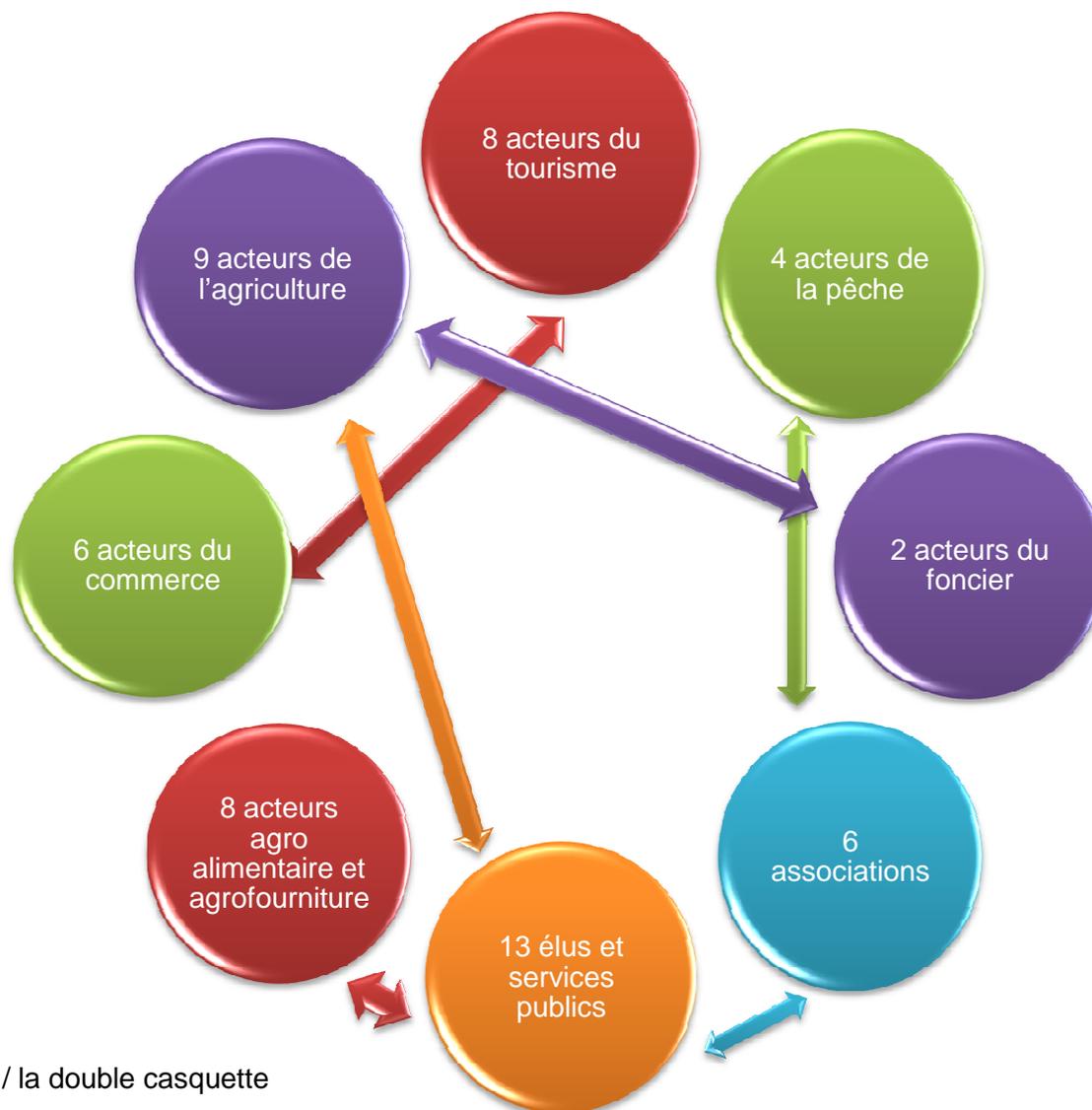
**PERCEPTION DU TERRITOIRE**

# Les interviewés



## Des interviewés multi-casquettes : les inter-relations

Une double casquette qui avantage le projet de territoire par des discussions ouvertes, de l'écoute, de la compréhension.

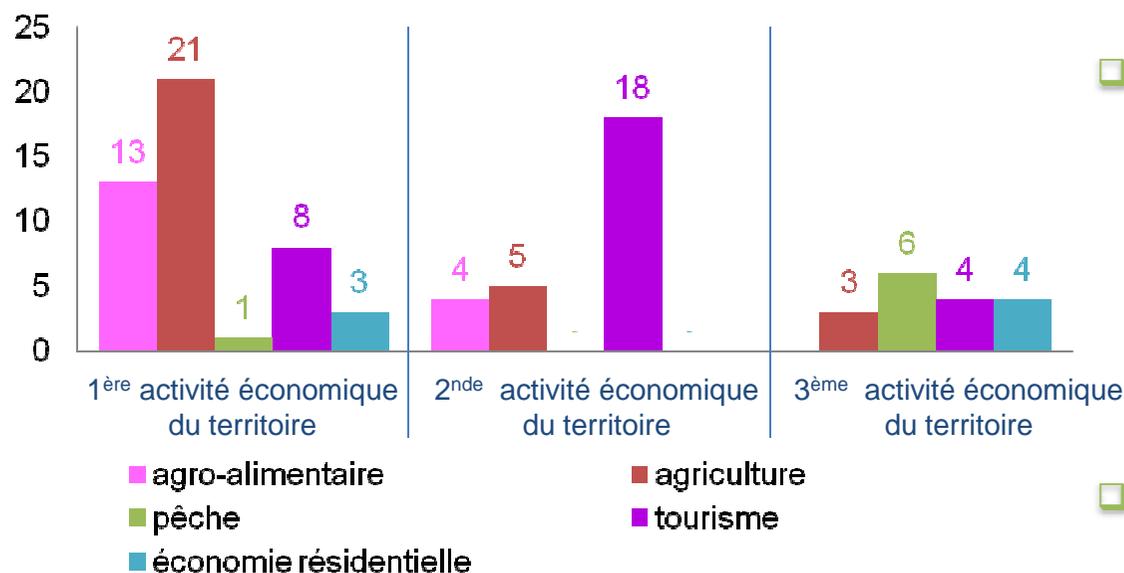


Les flèches expriment les relations / la double casquette entre les acteurs du territoire

## Classement des activités économiques perçues sur le territoire

### En global (tous acteurs confondus)

Nombre de citations



□ Rappel: données du diagnostic socio – économique :

1. Agro-alimentaire
2. Agriculture } Proximité déclarée en poids économique
3. Tourisme }
4. Pêche

□ Confusion : L'économie résidentielle assimilée au tertiaire (services).

Tous acteurs confondus, l'agriculture et l'agroalimentaire apparaissent comme les activités prédominantes pour le territoire de la Baie de Douarnenez, respectivement classé 1<sup>ère</sup> activité du territoire par 21 et 13 acteurs du territoire. Pour une majeure partie des acteurs que nous avons pu interviewer, ces deux sphères économiques sont étroitement liées et ne forment qu'un seul et même secteur d'activité.

Le tourisme est majoritairement cité comme activité économique n 2 sur le territoire.

## Classement des activités économiques perçues sur le territoire

---

**Chaque groupe d'acteur a classé différemment ces activités sur le territoire. Nous vous proposons de les détailler.**  
Pour chacun de ces groupes d'acteurs, vous trouverez ci-dessous le classement des activités économiques perçues sur le territoire :

**Les acteurs de l'agriculture classent :** N°1 Agriculture / N°2 Tourisme / N°3 Pêche

**Les acteurs du foncier classent :** N°1 Agriculture / N°2 Tourisme

**Les acteurs de l'agro-alimentaire classent :** N°1 Agroalimentaire / N°2 Agriculture = Tourisme

**Les commerçants classent :** N°1 Agro-alimentaire / N°2 Tourisme

**Les acteurs du tourisme classent :** N°1 Agriculture = Filière agroalimentaire / N°2 Tourisme / N°3 Pêche

**Les acteurs élus et services publics classent :** N°1 Agriculture / N°2 Tourisme

**Les associations de protection de l'environnement classent :** N°1 Économie résidentielle et Tourisme / N°2 Agriculture

**Les acteurs de la pêche n'ont pas de positionnement précis :** N°1 Tourisme et Agriculture

## Classement des activités économiques perçues sur le territoire

---

- ❑ **La filière agro-alimentaire :**
  - Créatrice de nombreux emplois, mais peu sur le territoire.
- ❑ **Les agro-fournisseurs :**
  - Plusieurs sont présents sur le territoire.
  - Différents niveaux d'influence en fonction de la taille de l'entreprise.
- ❑ **L'agriculture :**
  - Des données issues de la chambre d'agriculture, amplement reprises par la profession agricole.
  - Une bonne connaissance du niveau d'emploi de l'agriculture sur le territoire, ainsi que des leviers d'augmentation (circuits courts, agriculture biologique) :
    - Un emploi agricole en déclin lié à la restructuration des exploitations (travail des exploitants avec peu de salariés).
    - Des emplois indirects permettant de dynamiser toute la vie locale.
  - Une inégalité de la répartition géographique des exploitations sur le territoire du SAGE (Crozon versus Plonévez-Porzay)
  - La fuite de la valeur ajoutée agricole du territoire.
- ❑ **Le tourisme:**
  - Un lien direct avec les activités économiques du territoire (pêche, agriculture...) : un secteur fort et à potentiel important :
    - Développement du tourisme d'affaires, du hors saison, du nautisme, des offres packagées pour les centres de vacances (Pierre et Vacances, Maeva)...
  - Peu de données économiques véhiculées.
- ❑ **La pêche :**
  - Un poids économique faible et discuté sur le territoire : Des acteurs qui ne mesurent pas le poids de cette activité sur le territoire.
  - Des périodes de fermeture annuelle de plus en plus longues qui nuisent à la profession, une réglementation forte dans la baie.
- ❑ **Autres secteurs cités de manière minoritaire : la chasse, l'armée, le BPT, l'artisanat, le commerce**

## Attractivité perçue du territoire

Pour la grande majorité des acteurs interviewés : un territoire très attractif, surtout sur 2 aspects :

- **Une attractivité majeure liée au cadre de vie « REMARQUABLE » :**
  - Des paysages préservés, beaux.
  - Un lieu prisé pour le tourisme (découverte et repos), les résidences secondaires, les retraités.
  - Des bourgs très actifs, entre Quimper et Brest.
  - Versus un environnement simple, voire trop simple qui n'offre pas toutes les activités culturelles des grandes villes limitrophes.
  
- **Une attractivité économique majeure :**
  - Des services à la population intéressants sur le territoire (transports, santé...).
  - Une complémentarité, des secteurs d'activité : pêche, agriculture, agro-alimentaire, tourisme, armée... Le territoire est équilibré.
  - Une perception variée des secteurs :
    - Agro-alimentaire : secteur fort qui a de l'avenir. Un paradoxe à noter : aucune entreprise agro-alimentaire n'est présente sur ce territoire.
    - Agriculture : secteur fort avec des risques de déclin. L'agriculture est très présente et peu diversifiée, porcine principalement et laitière.
    - Tourisme : secteur saisonnier à fort potentiel de développement
      - La découverte, des sites différents préservés et naturels, des activités diverses, nautisme.
    - Pêche : secteur qui décline petit à petit, un maintien de l'activité (criée, pêche à pied).
    - L'armée : crée un dynamisme sur le territoire.

### Les mots qui caractérisent le territoire

- Au bout du monde, un repli
- La beauté du territoire (vallonné, le paysage, sauvage, vert, naturel, authentique, découverte)
- La mer (un littoral sauvage, préservé, la baie, la pêche)
- Un territoire vivant, riche, Bien être et bien vivre « *On y vient et on y reste !* »
- Une fragilité économique mais un territoire à potentiel.
- Un climat porteur (doux, économie, énergies renouvelables)
- Volontarisme politique
- Le tourisme : un message, une histoire
- L'habitant avec un caractère fort qui aime faire la fête, des habitants dynamiques, volontaires, population accueillante, sympathique, village gaulois replié sur lui-même, une culture forte , cohésion sociale
- Agriculture industrielle, population agricole homogène
- Terre ( bocage, biodiversité)
- Bretagne
- Endormi mais qui demande à se réveiller.

## Forces et faiblesses du territoire

Les arguments sont spontanément cités. Dans ce document, ils sont classés par ordre d'apparition, du plus fréquemment cité au moins fréquemment cité. Les arguments spécifiques à une cible sont précisés en parenthèse.

### FORCES DU TERRITOIRE : un territoire dynamique

- ❑ Un **territoire naturel** / de beaux paysages / des plages, sans grande agglomération / urbanisme préservé: paysage à entretenir.
- ❑ **Localisation géographique favorable** entre terre et mer, Quimper et Brest : nécessité de développer l'ouverture sur l'océan.
- ❑ **Économique** : un territoire équilibré offrant un tissu économique relativement dense
  - Tourisme (à potentiel: tourisme d'affaires, haut de gamme, nautisme / des atouts : Parc naturel, sites classés) ( *cité par les acteurs du tourisme*)
  - Agriculture (productive, densité d'exploitation /investissement, biologique, climat propice, coopérative, maintien de la filière lait)
  - Les équipements du port de Douarnenez ( *cité par les acteurs du tourisme*)
  - Les industries agro-alimentaires ( *cité par les acteurs IAA et agriculteurs*)
  - L'ouverture sur l'océan à développer
  - Une baie refuge pour les poissons ( *cité par les acteurs de la pêche* )
  - Un tissu rural fort et important : porteur en termes d'emploi et connecté au marché
- ❑ Une unité de gestion de la baie de Douarnenez (SAGE)
- ❑ Une population mixée
- ❑ Une large offre de services à la population ( *cité par les acteurs du commerce*)
  - Une mise en œuvre efficace de la politique de transports en communs
  - Les aires de covoiturage (Plomodiern)

## Forces et faiblesses du territoire

Les arguments sont spontanément cités. Dans ce document, ils sont classés par ordre d'apparition, du plus fréquemment cité au moins fréquemment cité. Les arguments spécifiques à une cible sont précisés en parenthèse.

Certains éléments sont contradictoires à la page précédente « les atouts du territoire ». Cela s'explique par 2 perceptions différentes du territoire. Les points de divergence sont cependant peu fréquemment cités.

### FAIBLESSES DU TERRITOIRE

- ❑ Desserte du territoire : un territoire enclavé (voiture, train, avion, bateau)
- ❑ Une baie cloisonnée où les pollutions s'accumulent
- ❑ Économique :
  - Agriculture - manque d'un projet agricole local fort (faible revenu agricole, dispersion de la propriété, marché, « *l'agriculteur ne voit son salut qu'à travers un volume de production* », le manque d'entretien des fossés, manque de prise de conscience des agriculteurs sur les pratiques agricoles, pas assez de terres exploitables, déclin de la filière porcine, concurrence).
  - Tourisme : éloignement, manque de desserte, manque d'infrastructure ( hébergements souvent vieillissants hors Crozon), signalétique, climat, promotion du territoire, **lobbying**.
  - Économie de la pêche et du commerce en berne
  - Manque d'emploi – manque de PME
- ❑ Une démographie en baisse, vieillissement (*cité par des élus*)
- ❑ Politique :
  - Manque de cohérence nord / sud de la baie (*cité par des élus et associations*)
  - Un territoire sous influence (Quimper, Brest) (*cité par des services publics*)
- ❑ Une région triste en hiver, des habitants peu accueillants / Manque de propreté des villes (*cité par des élus, tourisme, commerçants*)
- ❑ Augmentation des prix de l'immobilier
- ❑ Manque d'aménagement du territoire, de services à la population.

## Enjeux de la gestion de l'eau

Acteurs déclarés sans connaissance :  
TOURISME, COMMERÇANT.

- ❑ **N 1 : Maintenir et reconquérir la qualité d'eau**
  - **Éliminer les algues vertes dans la baie et autres pollutions** ( incidence sur le tourisme, la pêche)
    - nitrates, phosphates, phytoplancton, pesticides, les bateaux qui polluent en passant au large d'Ouessant
  - Finaliser l'assainissement collectif et individuel, notamment pour limiter les pollutions durant le pic touristique saisonnier  
=> La gestion des eaux urbaines.
  - Construire des stations d'épuration pour les activités de camping et les industries agro-alimentaires.
  - Entretien la station de Douarnenez.
  - Améliorer le goût de l'eau potable du robinet.
  
- ❑ **N 2 : Retrouver un écoulement normal des eaux vers les zones humides et les cours d'eau**
  - Reconquérir la qualité des zones humides (abandon progressif par les agriculteurs, entretien à relancer)
  - Évacuer l'eau trop rapidement par des fossés trop nettoyés, effondrement de la terre.
  - Arrêter la plantation de maïs dans les zones humides.
  
- ❑ **N°3: Maintenir l'eau en quantité surtout concernant la période estivale**
  - L'eau est en quantité suffisante dans les nappes phréatiques, c'est la raison de l'implantation des industries agro-alimentaires : mise en place de moyens techniques pour limiter la consommation dans certaines industries
  - L'eau manque parfois durant la période estivale, surtout sur la presqu'île de Crozon.
  - Un affichage chez les hébergeurs sur le gaspillage de l'eau pour les touristes.
  - Diffusion des bonnes pratiques pour limiter la consommation, recyclage de l'eau auprès des habitants.
  
- ❑ N°4: Faire un bilan naturel de la baie (courantologie, apport et circulation de nutriments, marées...)
- ❑ N°5: Gestion de la ressource Pêche
- ❑ N°6 : Développer le tourisme par rapport à l'eau (pêche loisir, nautisme...)

## Forces et faiblesses perçues du territoire en termes de gestion de l'eau

### FORCES DU TERRITOIRE :

- ❑ Agriculture : Mise en place de périmètres de protection (captage d'eau), des contrôles agronomiques, une transparence dans les pratiques, remise aux normes des exploitations agricoles, une diversité de cultures, le climat propice.
- ❑ Le SAGE : volonté de faire évoluer les choses, tous dans le même sens
- ❑ Bonne qualité de l'eau : Une baisse de la pression de l'azote à l'hectare
  - Un paradoxe : une très bonne qualité de l'eau dans le Finistère mais les algues vertes entachent le tout.
  - Des normes en taux de nitrates de 50 mg / L sont atteintes sur l'ensemble des cours d'eau qui alimentent la baie de DZ
- ❑ Des stocks d'eau importants (pas de pénuries pour les agriculteurs et des particuliers)
- ❑ L'Aulne ravitaillé en eau potable.
- ❑ Le climat est propice à l'activité économique.

### FAIBLESSES DU TERRITOIRE

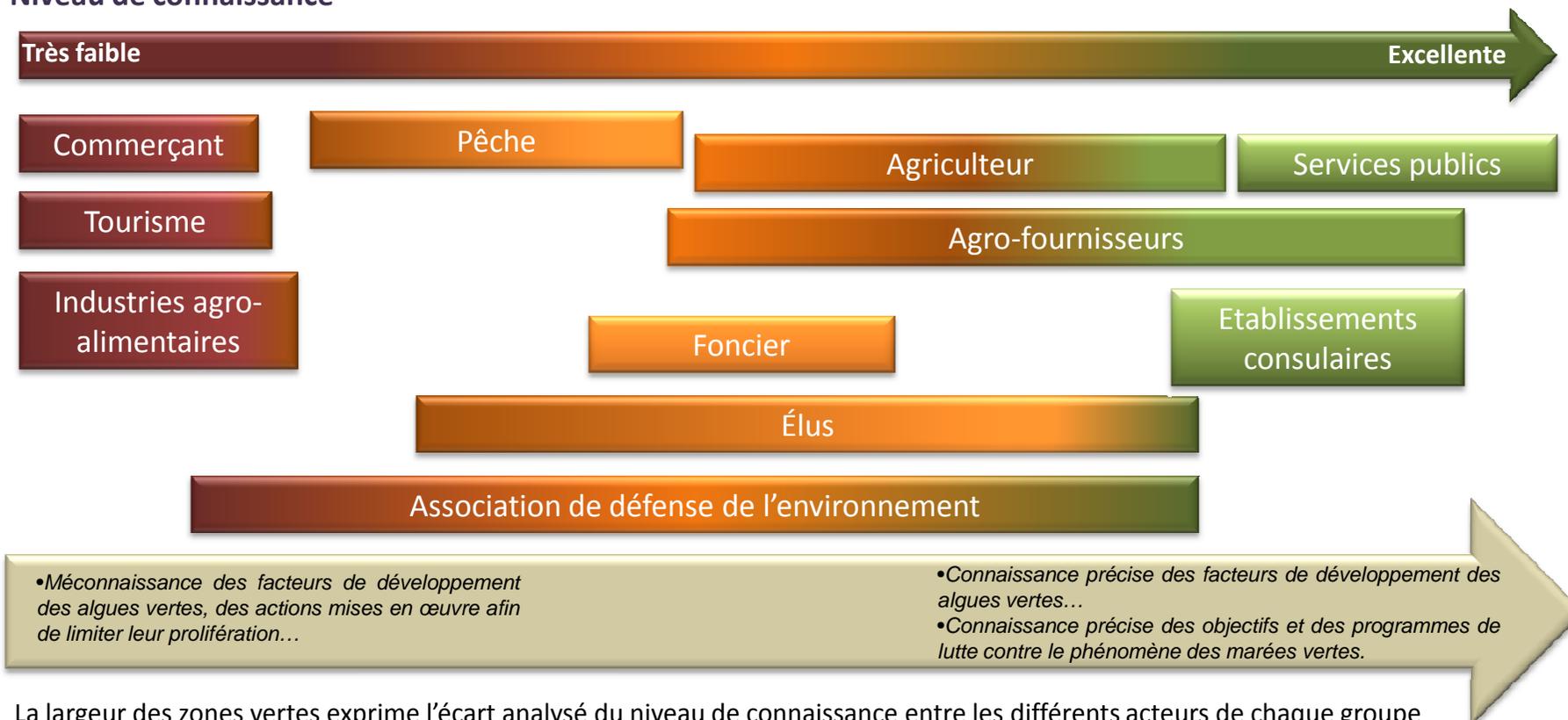
- ❑ Des stations d'épuration manquantes pour les industries très polluantes.
- ❑ Qualité de l'eau : Goût de l'eau, des pratiques agricoles industrielles qui poussent à la pollution. Des délais importants de mise en place des procédures pour le secteur agricole. La population agricole est moralement touchée.
- ❑ Inégalité des territoires : Des longues communes avec des petits cours d'eau où les taux de concentration sont plus forts (plus de surface agricole, assainissement)
- ❑ Une baie fermée avec un courantologie faible, la masse d'eau maritime est difficilement gérable.
- ❑ Le drainage et le remembrement accélèrent le ruissellement des eaux.
- ❑ Mesure de la capacité réelle (assainissement) à accueillir beaucoup de touristes en période estivale, capacité d'assainissement limitée ?

**D  
O  
R  
I  
É  
S**

**CONNAISSANCE DES MARÉES VERTES**

## Niveau de connaissance déclaré du phénomène des algues vertes

### Niveau de connaissance



La largeur des zones vertes exprime l'écart analysé du niveau de connaissance entre les différents acteurs de chaque groupe interrogés. Les écarts ont été mesurés en fin de la phase d'interviews – en comparant chaque acteur par rapport aux autres.

- Nous constatons un écart important de connaissance entre les différentes associations de défense de l'environnement, les élus et les agro-fournisseurs.
  - Pour les agro-fournisseurs, cela s'explique par la taille et l'influence de l'entreprise. Plus l'entreprise est grande, plus le sujet des algues vertes est étudié et les données et actions sont mises en place en interne.
  - Pour les associations, cela s'explique par l'implication personnelle sur le sujet.
  - Pour les élus, cela s'explique par le temps dédié à cette problématique et à sa récurrence (proximité des plages)

## Niveau de connaissance déclaré du phénomène des algues vertes

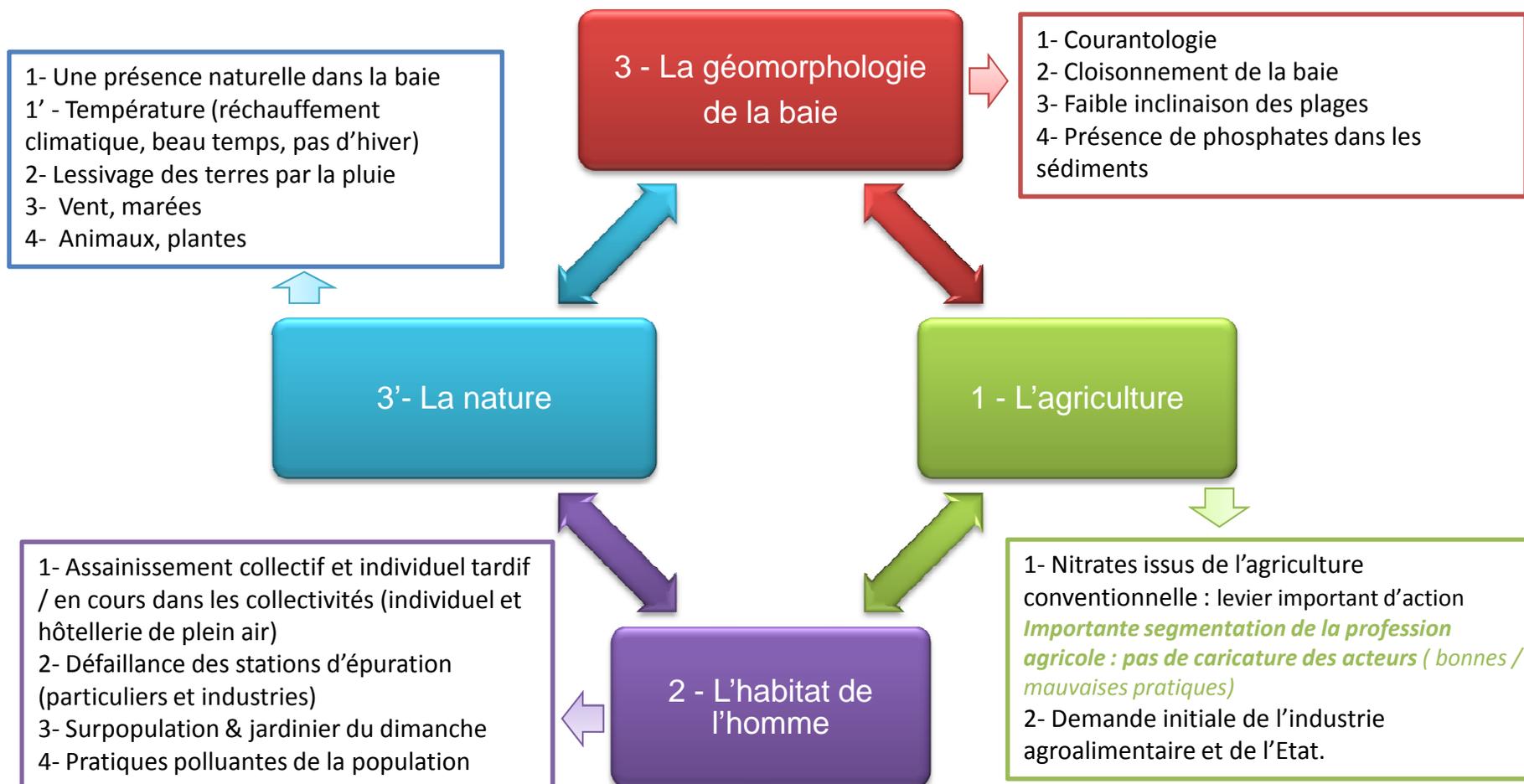
---

### Autres faits marquants :

- ❑ Un écart très important existe entre les groupes d'acteurs. Cela s'explique par l'implication de chaque groupe dans les instances du contrat territorial et dans l'activité professionnelle quotidienne. Par exemple :
  - Les commerçants qui n'ont pas initialement été intégrés dans les programmes de reconquête de la qualité de l'eau disposent d'un niveau de connaissance relativement faible. Ils ont des connaissances issues des débats médiatiques (articles de presse).
  - Les services publics sont présents à chaque réunion des instances du contrat territorial. Les représentants des services publics travaillent régulièrement sur ces problématiques. Leur niveau de connaissance est par conséquent très important.
  - A cela s'ajoute un cercle restreint d'acteurs avertis.
  
- ❑ La connaissance des objectifs chiffrés et du niveau de concentration de nitrates en baie est très variée selon la cible : des confusions importantes auxquelles il faut remédier par de la communication, la diffusion régulière d'un état des lieux auprès des acteurs.
  - Situation actuelle versus objectif à atteindre
  
- ❑ Les algues vertes sont un phénomène multifactoriel, complexe et inégal (tous les acteurs) : présence mondiale.
  
- ❑ Les acteurs du territoire reconnaissent les efforts importants de la profession agricole. Ils opèrent actuellement à une différenciation entre les agriculteurs selon la qualité de leurs pratiques.
  
- ❑ Certains acteurs de l'agriculture, du tourisme, du commerce et des élus qui déclarent ne pas savoir d'où les algues vertes proviennent. Ils supposent que plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène, ces derniers sont détaillés plus longuement sur la page suivante.

## Les sources perçues des marées vertes

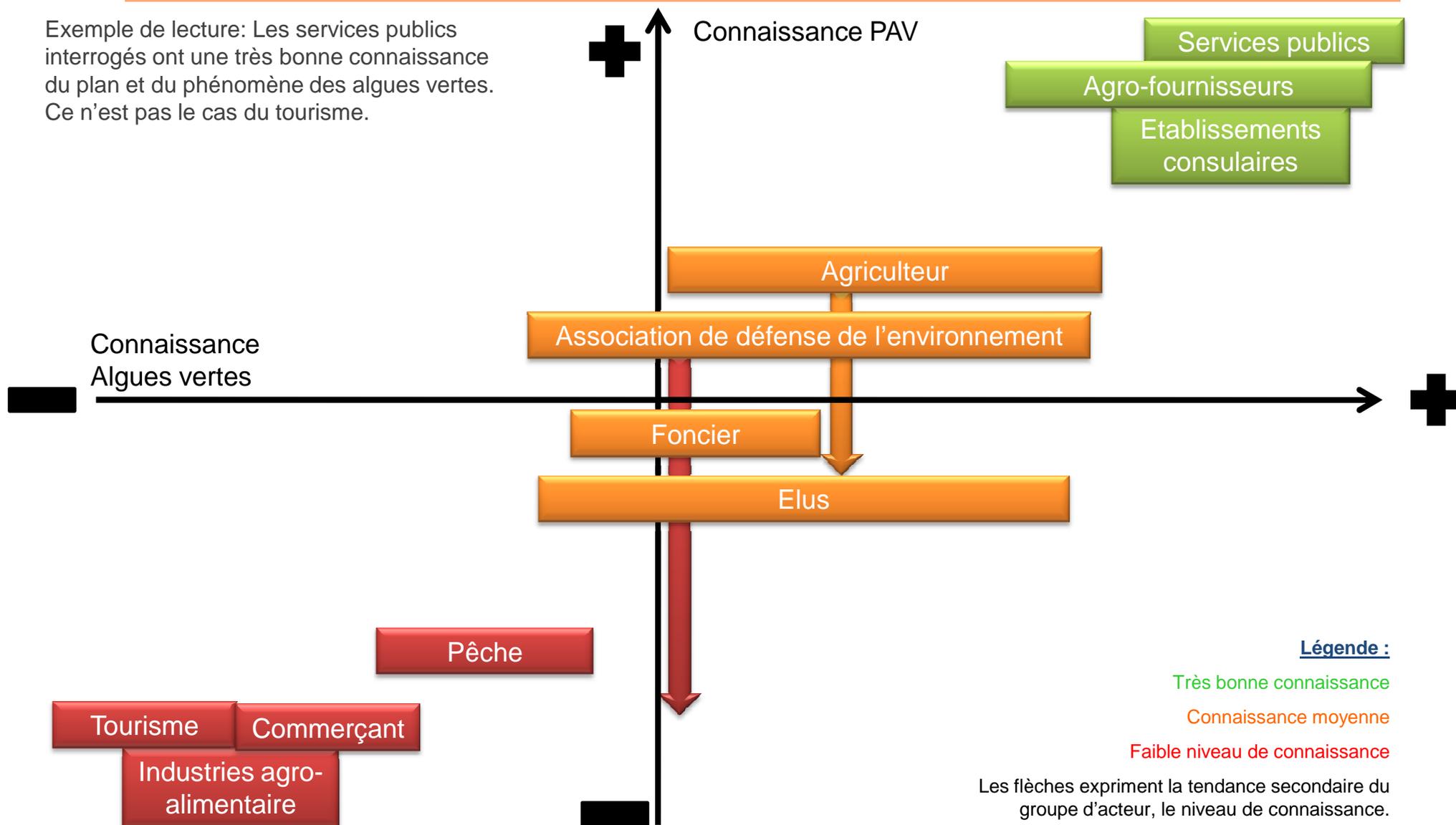
Les facteurs de développement des algues vertes dans la baie de Douarnenez sont les suivants selon les interviewés :



**En mineur : Marées noires en Vendée, la contribution de la Loire, les bateaux, les avions qui passent au dessus de la baie, hôtellerie (assainissement non conforme)**

## Connaissance déclarée du Plan algues vertes

Exemple de lecture: Les services publics interrogés ont une très bonne connaissance du plan et du phénomène des algues vertes. Ce n'est pas le cas du tourisme.



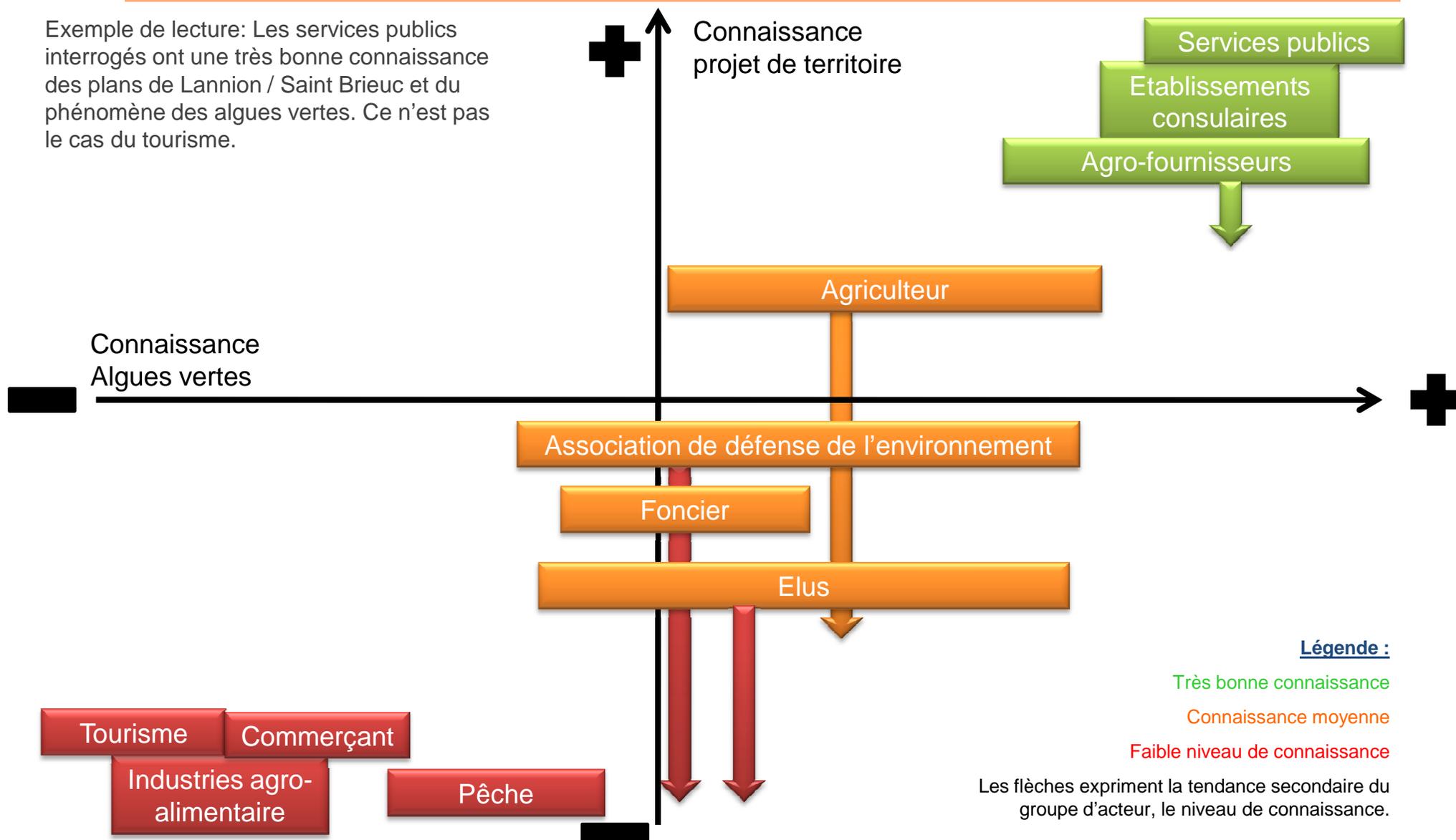
## Le plan gouvernemental de lutte contre les algues vertes

---

- ❑ Dans ce graphique, nous avons mis en relation le niveau de connaissance des acteurs vis-à-vis du phénomène Algues vertes et de plan gouvernemental de lutte contre les algues vertes.
  
- ❑ **Un écart très important de connaissance entre les acteurs :**
  - Un niveau de connaissance globale moindre que le phénomène des algues vertes seul. Ceci est dû à plusieurs éléments :
    - L'implication dans les instances du contrat territorial.
    - Le plan est apparu en 2010, plus d'un an est passé depuis et les personnes ont oublié le contenu.
  
- ❑ **Un plan qui ne fait pas consensus.**
  - Les arguments pour ce plan :
    - Une démarche propre au territoire pour éviter une sanction européenne éventuelle : une prise de conscience des élus importante et effective.
    - Le prolongement des autres programmes d'actions : une mobilisation de partenaire (ADEME...)
    - Les deux facettes curative et préventive sont considérées comme complémentaires et indispensables pour tous les acteurs vivant sur le territoire.
    - Une amélioration des pratiques agricoles, de l'assainissement urbain et des actions en milieu naturel pour maintenir et améliorer la qualité de l'eau.
  
  - Les arguments contre ce plan :
    - Un plan théorique qui n'est pas mis en relation avec la réalité du terrain agricole.
    - Des objectifs jugés inatteignables.
    - Un besoin de connaître l'efficacité des actions passées avant de mettre en place de nouvelles actions.

## Connaissance déclarée des projets de territoire de Lannion et Saint Briec

Exemple de lecture: Les services publics interrogés ont une très bonne connaissance des plans de Lannion / Saint Briec et du phénomène des algues vertes. Ce n'est pas le cas du tourisme.



**Légende :**

Très bonne connaissance

Connaissance moyenne

Faible niveau de connaissance

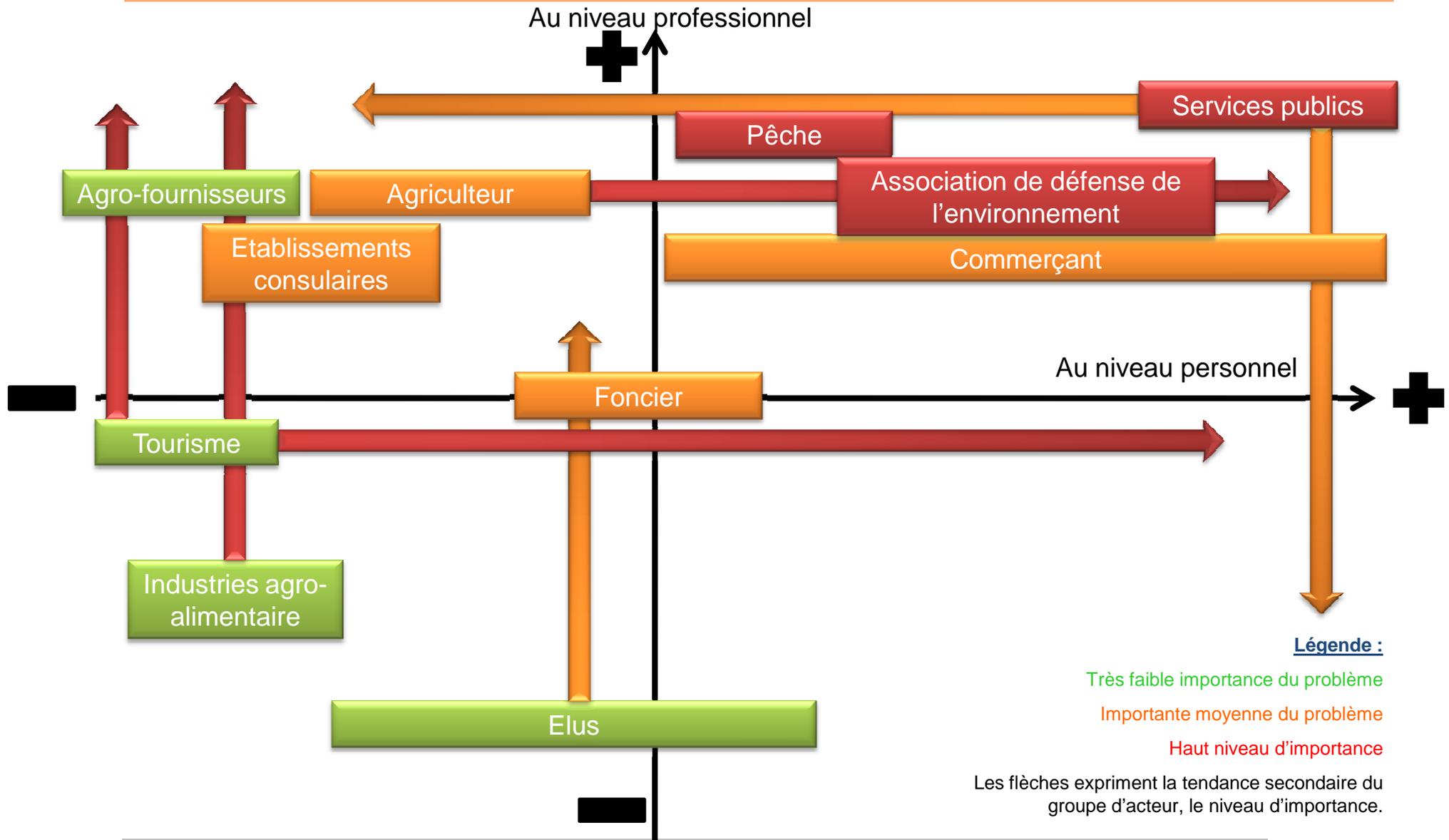
Les flèches expriment la tendance secondaire du groupe d'acteur, le niveau de connaissance.

## Connaissance déclarée des projets de territoire de Lannion et Saint Briec

---

- ❑ **Un écart très important de connaissance entre les acteurs : cet écart se creuse par rapport à la connaissance du plan et du phénomène des algues vertes.**
  - Ceci est dû à la particularité et à l'éloignement géographique de ces deux territoires algues vertes. Les acteurs se concentrent en priorité sur le local. Seuls les acteurs ayant une action globale et régionale ont une connaissance fine des projets.
  
- ❑ **Deux plans pour deux territoires distincts.**
  - Le territoire de Lannion :
    - Une structure des terres agricoles différente du système présent sur la baie de Douarnenez : Des exploitations principalement en système fourrager. Le passage à un système herbe est plus simple et très pertinent avec le territoire.
    - Une réelle volonté politique et collective : une recherche de consensus depuis plusieurs années.
    - Ce qui a plu : le changement de système proposé dans le plan.
  
  - Le territoire de Saint Briec :
    - Une structure des terres agricoles proche du système présent sur la baie de Douarnenez : Des exploitations hors sols principalement.
    - Ce qui a déplu : le manque de changement de système, « *le manque d'ambition du plan* », pas de positionnement du projet sur des résultats mesurables. La méthanisation est perçue comme une solution de court terme qui ne change pas structurellement les pratiques agricoles. Des solutions plus innovantes sont souhaitées.
    - Une diminution importante du budget initialement prévu à la mise en place du projet à Saint Briec.

## Importance déclarée attribuée au problème



## Importance déclarée attribuée au problème

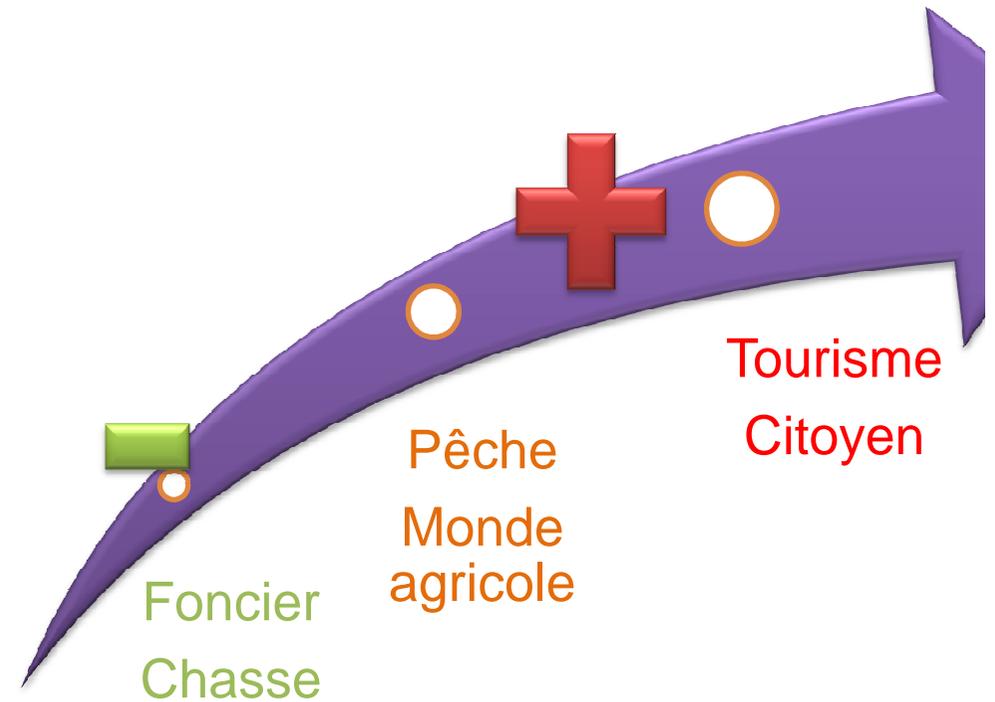
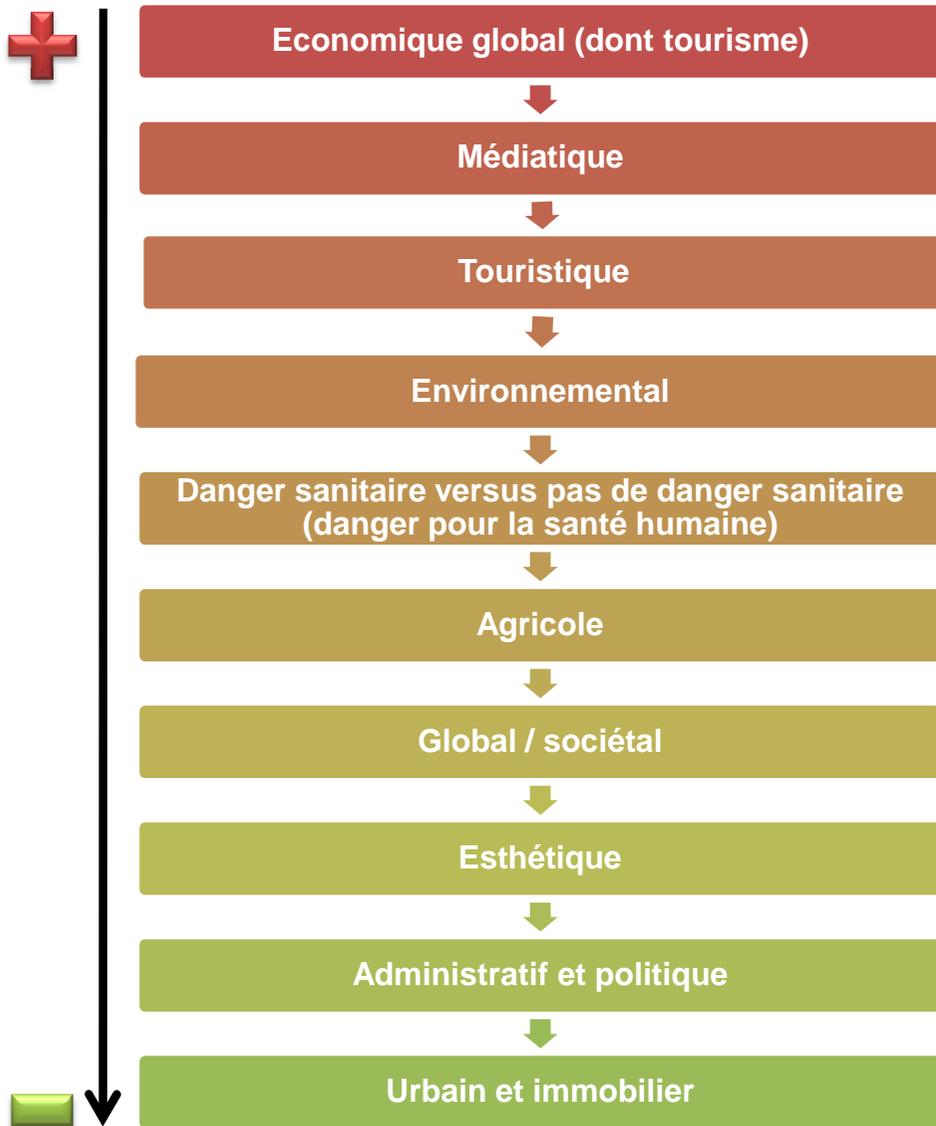
---

- L'importance déclarée varie fortement au niveau professionnel et personnel selon les acteurs.

### Par exemple,

- Majoritairement, les agents des services publics interrogés accordent une forte importance personnelle et professionnelle. Le plan algues vertes occupe la moitié de leur semaine de travail, par ailleurs, ces personnes sont souvent sensibles à l'environnement.
- Les industries agro-alimentaires, au contraire, y accordent une plus faible importance professionnelle et personnelle. Ces industries ne sont pas affectées par la mise en place d'actions particulières pour la qualité de l'eau. De plus elles ne se trouvent pas dans le périmètre critique.
- Les acteurs du foncier craignent que les algues vertes dévalorisent le territoire et donc la valeur des terres agricoles dans le périmètre. La problématique des algues vertes est donc continuellement en tête de ces acteurs alors qu'ils n'y sont pas quotidiennement confrontés.
- Les acteurs du tourisme ont une crainte importante : Ils estiment que la mauvaise publicité de la presse contribue négativement sur l'impact touriste de la baie de Douarnenez, sans toutefois pouvoir le mesurer. Ils constatent cependant que très peu de touristes posent des questions sur le sujet « *1% pas plus.* » une fois arrivés dans la baie.

Les algues vertes sont perçues comme un problème : Un niveau d'impact inégal perçu :



## Influence des algues vertes sur la vision du territoire

---

- **Un avis très partagé sur le niveau d'influence des algues vertes sur la perception du territoire :**
  - Un avis surtout lié à une sensibilité environnementale personnelle.
  - En secondaire, un avis lié à l'esthétique environnemental du phénomène.
  - En mineur, un avis lié à la praticité d'accès aux plages.
  
- **Une vision du territoire négative : indiscutablement liée à l'effet médiatique du sujet.**
  - Une restriction de la baignade
  - À l'origine de conflits entre certains acteurs du territoire
  - Une pollution visuelle et olfactive « *Une diminution de la beauté du paysage!* »
  - Un impact sur le quotidien des pêcheurs par la limitation des zones et des périodes de pêche.
  - Un impact à confirmer sur l'activité nautique qui est une activité à fort potentiel de développement sur le territoire.
  - => Dans tous les cas, une mise en avant des déviances dans les pratiques agricoles actuelles.
  
- **Une vision du territoire mitigée : Certains acteurs du tourisme, de l'agriculture, des élus et agro-fournisseurs affirment que l'impact sur leur perception du territoire est inexistant.**
  - Un touriste qui ne vient pas que pour les plages bretonnes, ce qui atténué l'impact du phénomène. En effet, le constat est clair pour les acteurs du tourisme rencontrés : **le touriste vient avant tout pour la découverte.**
  - Des acteurs qui vivent « *avec* », qui ont toujours vécu avec les algues vertes « *C'est une phénomène naturel* ». Ces personnes changent facilement de plage quand elles souhaitent se baigner puisque « *les plages ne sont jamais toutes touchées en même temps!* »
  - Le profession agricole travaille quotidiennement sans toujours penser aux algues vertes, elle déclare subir plus ce phénomène uniquement lorsqu'elle est confrontée au public. « *Mon fils est revenu en pleurant de l'école parce que certains enfants l'ont traité de fils de pollueurs.* » « *J'ai été agressé en sortie d'école.* »
  - Les acteurs du tourisme sont préparés aux questions éventuelles des touristes à ce sujet, ce qui représente 1% des demandes d'information sur l'année 2010.

**D  
O  
R  
I  
É  
S**

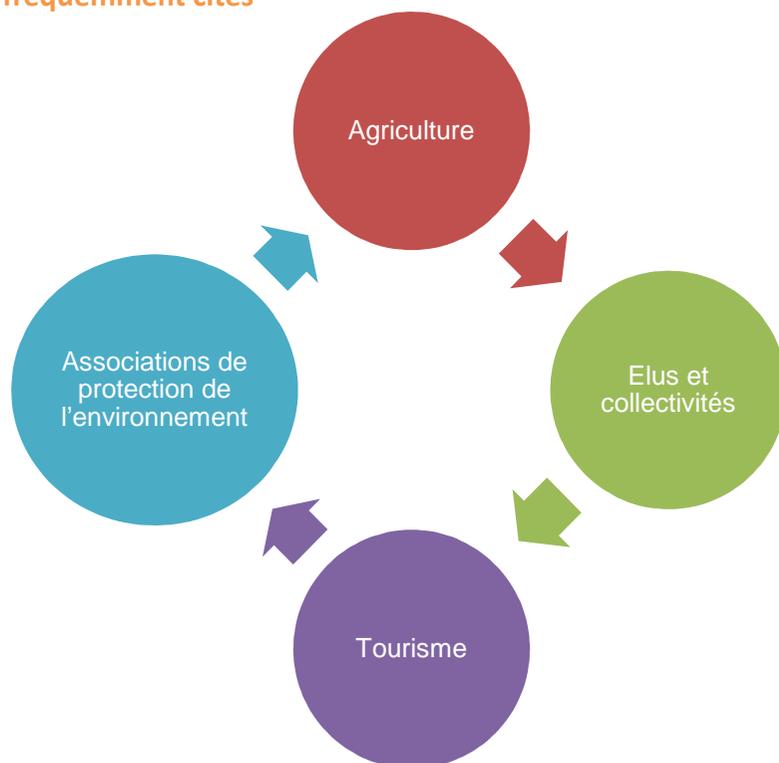
## **LES RELATIONS ENTRE LES ACTEURS**

**Analyse des déclarations effectuées durant les entretiens.**

## Les relations perçues entre les acteurs

- ❑ **Des relations multidimensionnelles, sans caricature ni globalisation**
  - Du fait d'acteurs ayant plusieurs casquettes
  - Des discussions créées entre toutes les parties
- ❑ **Carte des acteurs prioritaires et secondaires sur les « Algues vertes »**

### Acteurs fréquemment cités



### Autres acteurs cités

Pêche	Nature
Citoyen	Parc Marin
Etat	Artisan - commerçant
Service public	Foncier
Immobilier particulier	Média
Scientifiques	Industries agro-alimentaires
Chambre d'agriculture	

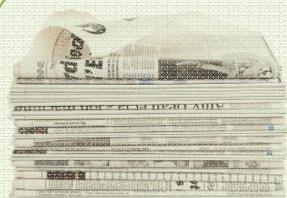
## Différents niveaux d'acceptabilité du territoire à l'origine des conflits

□ Nous avons pu constater, qu'en fonction du groupe d'acteurs et de l'implication personnelle environnementale, il y a une très forte variation du niveau d'acceptabilité des algues vertes sur le territoire. Par exemple :

- Les associations environnementales souhaitent un retour au niveau naturel des algues vertes.
- Les agriculteurs conventionnels déclarent souhaiter une diminution de la quantité d'algues vertes présente en baie, même s'ils acceptent plus facilement la présence de ces algues sur le littoral. En revanche, pour les représentants de l'agriculture durable, les algues vertes sont le symptôme d'une agriculture non viable, il faut donc revenir au niveau naturel.
- Les commerçants craignent une baisse de la fréquentation touristique liée à la mauvaise publicité de la presse.
- Les élus touchés dans leur commune souhaitent une disparition des algues vertes alors que ceux n'ayant pas de littoral ont une acceptabilité au phénomène plus importante car ils ont « *beaucoup d'autres sujets majeurs à régler.* »

□ Le plan algues vertes vise également à déterminer :

- Le niveau d'acceptabilité du territoire vis-à-vis
  - Des investissements et augmentations éventuelles d'impôt
  - De l'image véhiculée à l'extérieur
  - De l'impact touristique éventuel



Notons globalement que le niveau d'acceptabilité des algues vertes sur le territoire a fortement et globalement diminué depuis 2009, au moment où les médias se sont emparés du sujet. L'image véhiculée est souvent négative et nuit fortement à tous les acteurs du territoire en « *dénonçant des fautifs, coupables* ».

## Les principaux éléments de convergence

- ❑ Une reconnaissance des acteurs du territoire sur les efforts et améliorations des pratiques agricoles. UN SOUHAIT DU MAINTIEN DES ACTIVITES AGRICOLES, EVOLUTION DES PRATIQUES VERS LE DURABLE, DU LONG TERME.
- ❑ Différents niveaux de qualité dans les pratiques agricoles actuelles.
- ❑ Un déni d'une minorité des représentants agricoles sur la part de responsabilité du monde agricole. Soutien de syndicats agricoles et utilisation partielle des thèses scientifiques.
- ❑ Différents niveaux d'action des associations :
  - ❑ Des associations à l'écoute
  - ❑ Des associations « extrémistes », « bloquées »
- ❑ Les médias « enflamment le débat », véhiculent négativement les informations. Débat public majeur depuis 2 ans !
- ❑ Une prise de conscience initiée par la population.
- ❑ L'État : Des ambitions irréalistes en terme de délais.
  
- ❑ **Un décroisement progressif des secteurs d'activité : Auparavant, des échanges plutôt rares entre les différents acteurs du territoire. Actuellement, des échanges qui se multiplient mais parfois un manque de transversalité (hors COPILs) dans le profils des acteurs présents dans les rassemblements.**

## et divergence

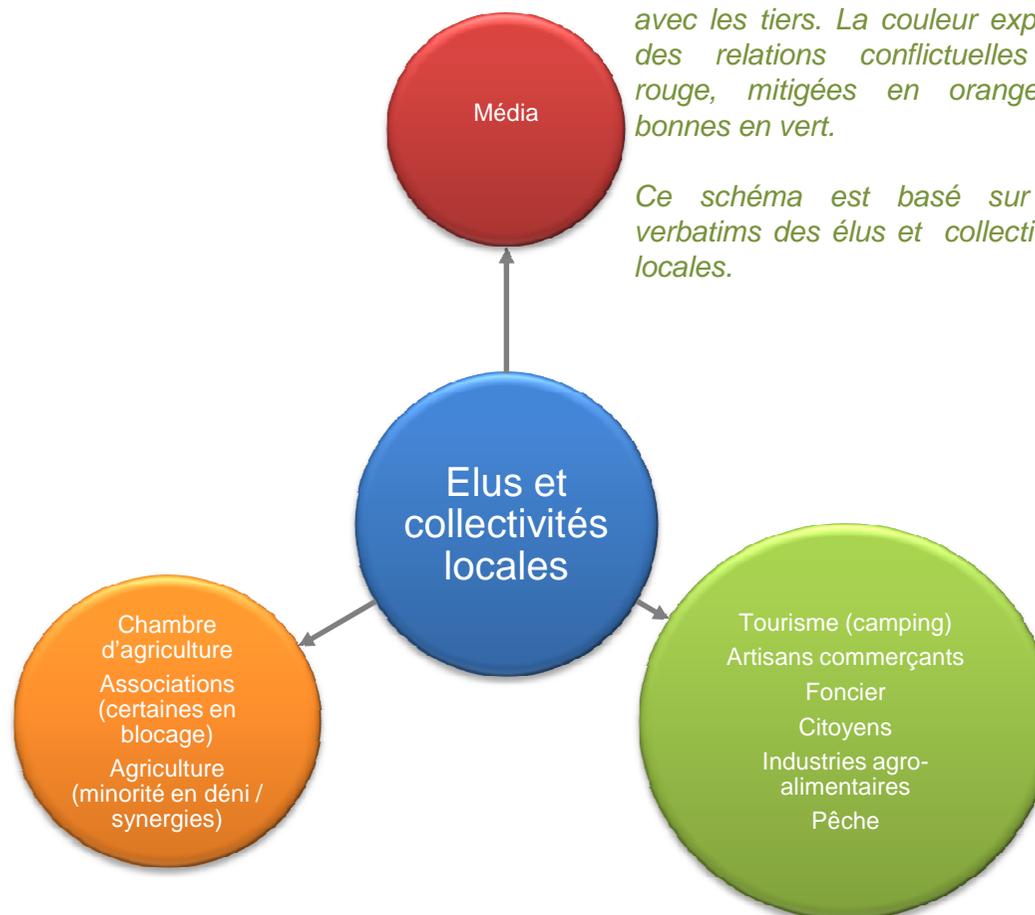


- ❑ La perception de l'Ifremer et de l'INRA est inégale selon les acteurs interrogés : Les thèses des scientifiques de l'Ifremer sont notamment remises en cause par l'implication politique de certains d'entre eux. Le CEVA est parfois plébiscité pour porter une parole unique et fiable.
- ❑ Les agro-fournisseurs : conseillers-vendeurs, soutien actif de la profession agricole.
- ❑ La chambre d'agriculture : position bloquante pour les élus / versus guide, partenaire des agriculteurs.
- ❑ Industries agro-alimentaires : un pouvoir, une pression sur le monde agricole versus un partenaire (agriculture et collectivité).
- ❑ Pêche : problématique des algues vertes très récente
- ❑ Le foncier : une clé / une solution versus manque d'action.
  
- ❑ **Des relations conflictuelles / tendues entre certains acteurs.**

## Les relations avec collectivités locales et élus

### Perception globale de tous les acteurs :

- ❑ **Une dualité dans la perception :**
  - En majeur : une écoute, le guide, recherche du consensus, neutralité, des discussions, reconnaissance de la profession agricole comme acteur économique.
  - En mineur : crainte d'une image négative du territoire, peu de connaissance, blocage.
- ❑ **Un double visage :** Le souhait d'un positionnement clair des acteurs : soutien à la profession agricole.
- ❑ Un lourd travail de sensibilisation débuté : Une reconnaissance des anciennes dérives et des efforts effectués et en cours (par tous).
- ❑ Assainissement en cours dans les communautés de commune.
- ❑ Des interrogations sur le cas de la station d'épuration de Douarnenez.



La taille du cercle exprime la tendance majoritaire des relations des élus et collectivités locales avec les tiers. La couleur exprime des relations conflictuelles en rouge, mitigées en orange et bonnes en vert.

Ce schéma est basé sur les verbatims des élus et collectivités locales.

## Les relations avec collectivités locales et élus

---

### ❑ **Élus et collectivités locales / agriculteurs :**

- Une écoute active des revendications mais une difficulté à créer le consensus avec une minorité en blocage
- Des anciens agriculteurs actuellement élus soutiennent la profession
- Des élus anti-agriculteurs

### ❑ **Élus et collectivité locale / tourisme :**

- Des actions main dans la main pour le SPANC avec les acteurs du tourisme de plein air (très souvent assimilé au tourisme en général alors qu'il s'agit d'un service public) et la communication sur l'activité touristique à potentiel

### ❑ **Élus et collectivité locale / associations de protection de l'environnement :**

- Une écoute active des revendications mais une difficulté à créer le consensus avec un minorité en blocage
- Un rôle à jouer sur le territoire

### ❑ **Élus et collectivité locale / pêche :**

- Des acteurs qui s'emparent petit à petit du sujet, une bonne compréhension et une écoute active

### ❑ **Élus et collectivité locale / média :**

- Une utilisation positive des médias pour communiquer sur les avancées et les actions en cours pour les algues vertes
- Des médias souvent jugés comme fautifs « *du déclenchement de cette bombe!* »

### ❑ **Élus et collectivité locale / chambre d'agriculture :**

- Une bonne entente globale, cordiale malgré d'anciennes divergences.

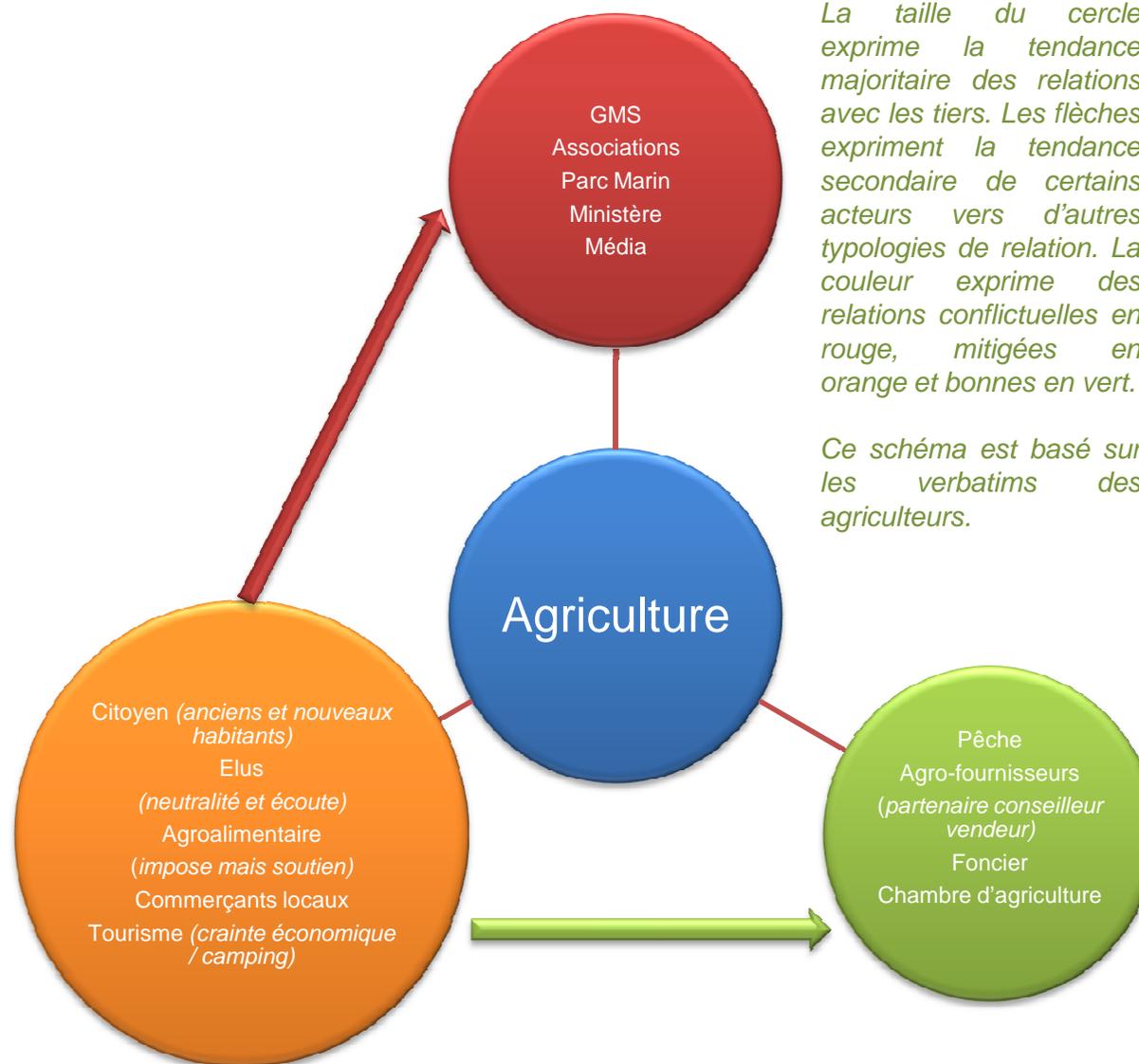
### ❑ **Élus et collectivité locale / agro-alimentaire :**

- Un poids économique important
- Une pression possible pour l'usage des systèmes collectifs d'assainissements pour des rejets industriels propres.

## Les relations avec les agriculteurs

### Perception globale de tous les acteurs :

- **Une dualité dans la perception :**
  - Un blocage, une agressivité, l'agriculture intensive qui détruit tout sur le passage, recherche de réponse, logique d'entreprise par la recherche de revenus.
  - Nature, la vie, l'avenir, l'équilibre. L'évolution des pratiques notamment par le bio.
- **Une activité économique importante du territoire.**
- **Une promesse d'embellie, recherche du mieux** « un ras le bol ! », « Une amélioration importante, remarquable des pratiques. »
- **Une transparence plus marquée vis-à-vis des pratiques agricoles** (communication...).



## Les relations avec les agriculteurs

---

### ❑ **Agriculteurs / Élus et collectivités locales :**

- Des agriculteurs conventionnels parfois en déni
- Des discussions parfois rudes mais de plus en plus cordiales entre ces deux types d'acteurs. Une bonne compréhension des agriculteurs durables vers cette recherche de consensus.

### ❑ **Agriculteurs / tourisme :**

- Une crainte du monde agricole vis-à-vis de la disparition de leur activité au profit du tourisme,
- Une difficulté de compréhension du monde agricole si les campings polluants peuvent s'agrandir alors que les agriculteurs qui font attention ne le peuvent pas.

### ❑ **Agriculteurs / associations de protection de l'environnement :**

- Des discussions efficaces avec l'agriculture durable et biologique, des discussions cordiales qui s'installent avec les agriculteurs conventionnels, des points de ruptures encore existants avec les grands éleveurs porcins notamment.

### ❑ **Agriculteurs / pêche :**

- Une séduction du monde de la pêche pour éviter une confrontation
- La pêche à la même logique de rentabilité et d'entreprise que l'agriculteur

### ❑ **Agriculteurs / agro-alimentaire :** Des relations complexes, principal client de l'agriculture locale, mais les IAA exercent de très fortes pressions sur les prix d'achat.

### ❑ **Agriculteurs / média :** Une menace pour l'activité agricole (souvent considérée comme responsable du phénomène des algues vertes).

### ❑ **Agriculteurs / agro-fournisseurs:**

- Les conseillers vendeurs : Ils connaissent les règles à appliquer mais n'ont pas le pouvoir de les imposer à l'agriculteur.

### ❑ **Agriculteurs / chambres d'agriculture :**

- Une chambre d'agriculture qui perd son pouvoir de représentation de la profession agricole.
- Un soutien important pour les conventionnels versus un manque de soutien pour les agriculteurs durables / biologiques.

## Les relations avec les acteurs du tourisme

### Perception globale de tous les acteurs :

- Un soutien de la profession agricole :
  - Une activité économique importante
  - Festivités locales
  - Entretien du paysage
  - Souhaite une évolution des pratiques agricoles vers le durable
- Un gros potentiel de développement du tourisme sur le territoire (hors saison, tourisme d'affaires...)
- Un lien important par les gîtes ruraux (activité complémentaire de l'agriculteur)
- Un territoire offrant des richesses à mettre en avant : crainte des médias et des associations.



## Les relations avec les acteurs du tourisme

---

### ❑ **Tourisme / agriculteurs:**

- Soutien de l'agriculture locale : des acteurs du tourisme qui comprennent et ne jugent pas la profession agricole.
- Les agriculteurs protègent le paysage et sont acteurs touristiques du territoire (hébergement à la ferme).

### ❑ **Tourisme / Elus et collectivité locale :**

- De bonnes relations de travail pour poursuivre le développement touristique.

### ❑ **Tourisme / associations de protection de l'environnement :**

- Une forte crainte du discours véhiculé auprès des médias.

### ❑ **Tourisme / pêche :**

- Une activité en perdition qui pourrait être un atout touristique fort.

### ❑ **Tourisme / média :**

- Une crainte forte des messages et de l'image véhiculée par les médias
- Une impossibilité de faire venir les médias pour communiquer sur de nouveaux services de crainte des questions sur les algues vertes.

### ❑ **Tourisme / chambres d'agriculture :**

- Neutre

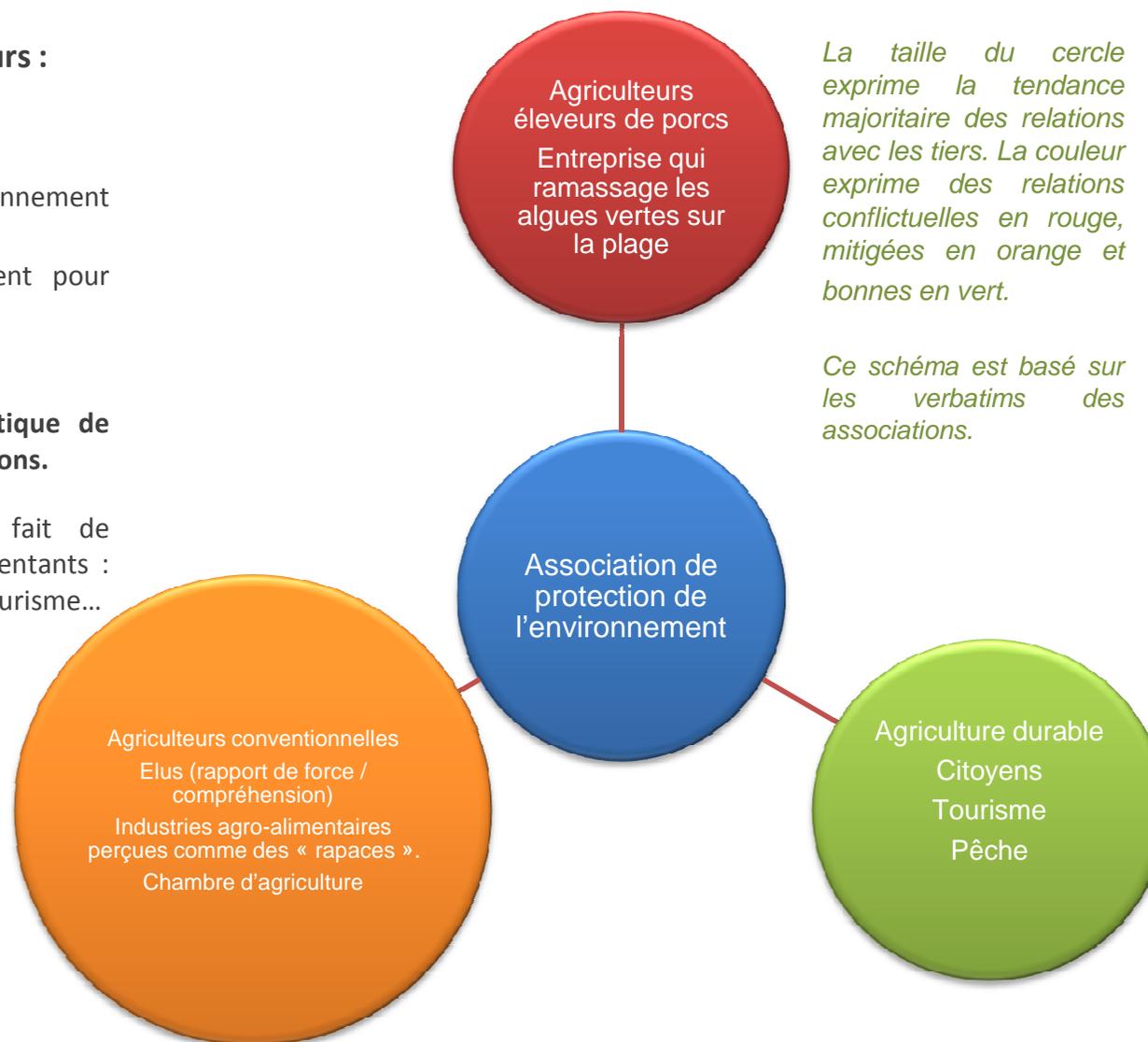
### ❑ **Tourisme / agro-alimentaire :**

- Atout touristique à développer : notamment les conserveries

## Les relations entre les associations environnementalistes et les autres acteurs

### Perception globale de tous les acteurs :

- **Une dualité :**
  - Des associations au positionnement bloqué
  - Des associations qui discutent pour comprendre et proposer.  
« Ils ont leur raison d'être »
- **Un amalgame avec l'effet médiatique de l'affichage en métro, les manifestations.**
- Des positionnements variés du fait de l'activité professionnelle des représentants : anciens élus, pêcheurs, acteurs du tourisme...



## Les relations avec les associations environnementales

---

### ❑ Associations de protection de l'environnement / Tourisme:

- Un manque d'investissement dénoncé dans la problématique des acteurs du tourisme, une crainte dénoncée des acteurs du tourisme à discuter avec les agriculteurs

### ❑ Associations de protection de l'environnement / Elus et collectivité locale :

- Peu de levier d'action, selon les associations/ Les élus mènent néanmoins la danse et cherchent le consensus.
- Une implication inégale selon les communautés de communes dans le plan de lutte contre les algues vertes

### ❑ Associations de protection de l'environnement / pêche :

- Des synergies avec les pêcheurs notamment dans le comité local des pêches, sur la commission algues vertes
- Déclarent un « *ras le bol* » de la profession de pêcheurs à pied et dans la baie qui subissent les algues vertes

### ❑ Associations de protection de l'environnement / média :

- Un outil permettant de faire avancer en « *tapant fort* » versus un usage excessif dans certaines campagnes qui accentuent les tensions sur le territoire.

### ❑ Associations de protection de l'environnement / chambres d'agriculture :

- Des contacts cordiaux.
- Des contestations usuelles des deux parties

### ❑ Associations de protection de l'environnement / agro-alimentaire :

- Dénoncent un rapport de force avec les collectivités vis-à-vis de l'emploi créé localement

**D  
O  
R  
I  
É  
S**

## **PERCEPTION DES ACTIONS à mener sur le territoire**

**Actions citées lors des entretiens telles des actions envisageables ou d'ores et déjà effectives sur le territoire.**

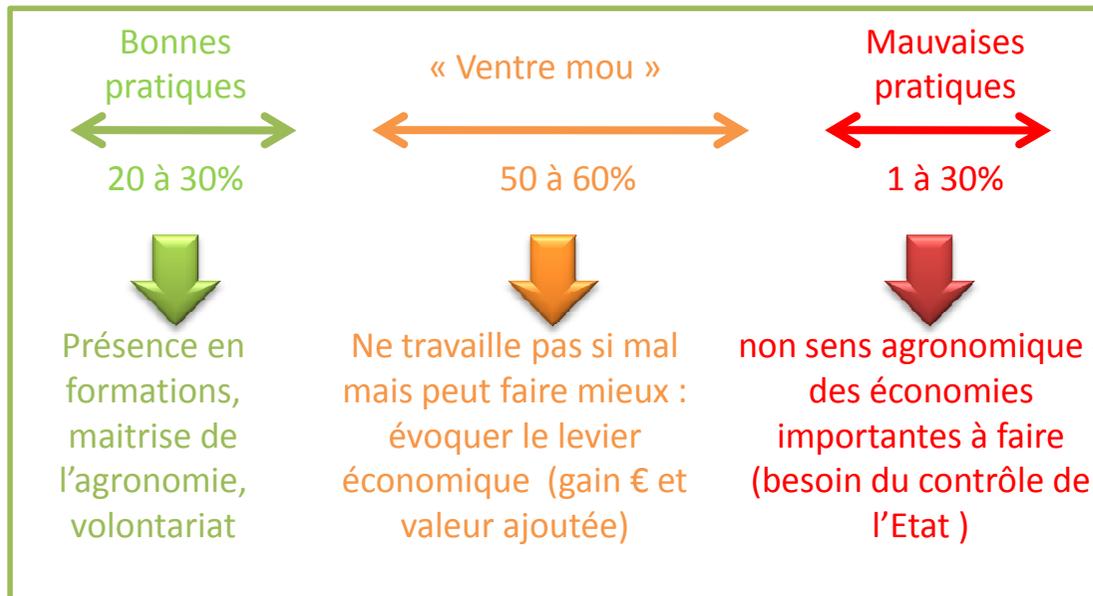
## Le plan souhaité : les principaux éléments de convergence

---

- **Tous** (sauf les agriculteurs en déni) **souhaitent la mise en place d'un plan d'actions ainsi construit** :
  - Poursuivre la concertation pour obtenir un consensus : *« un projet de territoire innovant »*
  - Les agriculteurs en déni souhaitent ne pas entreprendre d'actions complémentaires avant de faire une mise à plat des connaissances scientifiques et d'évaluer l'efficacité des actions déjà lancées.
  - Des **actions complémentaires** sur toutes les sphères : assainissement collectif et individuel, agricole et industriel, actions dans le milieu naturel, dans la baie et une prise de conscience collective.
  - Un plan qui est global, **incluant TOUS LES ACTEURS (citoyens inclus)**.
    - **Des marges de progressions déclarées chez un ou plusieurs acteurs de chaque groupe, à des niveaux différents.**  
*« C'est à nous, agriculteurs, d'être moteur et de ne pas laisser faire les choses. »*
  - Un maintien voire un développement de l'activité agricole – Aider la profession agricole dans l'évolution de ses pratiques (financement, sensibilisation).
    - **Certains élus et agriculteurs expriment une volonté d'améliorer leurs pratiques s'ils sont subventionnés. L'effort ne doit pas être unilatéral. Un souhait des agriculteurs de mener des actions si elles sont subventionnées.**
  - Une mesure de l'impact de chaque action mise en place : La reconnaissance des actions et acteurs performants.
  - **Un début immédiat des actions pour un plan LONG TERME** (à 20, 30 ans)
    - **Le PAV à 2015 a des objectifs trop ambitieux pour beaucoup d'interviewés**  
*« On est dans un paquebot et pas une F1. » « Il faut laisser du temps au temps. »*  
*versus « Sentir une réelle diminution dans les 5 ans par la maîtrise de la prolifération des algues vertes. »*
- **Les questions à se poser / un consensus à rechercher ?**
  - Le niveau d'acceptabilité du territoire versus le coût des procédures engagées?
  - Comment limiter l'action négative des médias qui découragent les bonnes volontés et les événementiels des associations (affichage dans le métro, manifestations...) qui véhiculent une mauvaise image du territoire? Comment transformer ces effets en forces au service du projet de territoire innovant.

## Dans l'exploitation et au niveau du monde agricole

- Perception des pratiques agricoles par tous les acteurs



La mise en place de mesures à long terme soutenues par la pyramide des âges.

*La somme des % cités n'est pas égal à 100% puisqu'il s'agit de perception des acteurs qui déclarent des écarts des bonnes moyennes ou mauvaises pratiques.*

*L'idée des interviewés était de montrer qu'il ne faut pas globaliser les agriculteurs.*

### À la chambre d'agriculture :

- Une amélioration de la représentation des acteurs ayant de bonnes pratiques agricoles dans les structures représentatives (chambre d'agriculture...)
- Une meilleure communication sur les efforts importants du monde agricole et les résultats positifs :  
« La rivière du Ris n'a jamais eu autant de truites que cette année, c'est une belle preuve de la reconquête de la qualité de l'eau. »

## Dans l'exploitation : UNE ÉVOLUTION DES PRATIQUES AGRICOLES

---

### POURSUITE de l'OPTIMISATION DES SYSTEMES EXISTANTS

#### ■ Formations à multiplier dans le territoire :

- Formation plans de fumure
- Formation agronomique
- Formation à l'agriculture biologique ou durable (complémentaire de l'agriculture conventionnelle)
  - Visites de fermes, portes ouvertes
  - Présentation des résultats d'études économiques sur la viabilité de nouveaux systèmes, conférences techniques
  - Conseils personnalisés

Diverses typologies de formations

- ⇒ Chez l'agriculteur par petits groupes de 4-5 personnes, invitation de l'agriculteur à ses confrères, voisins (Moins de méfiance dans cette démarche)
- ⇒ Poursuite des formations au format actuel théorique et terrain

#### ■ Application des règles d'agronomie poussées :

- **Utilisation de plans de fertilisation** : suite à la formation, mise à plat des besoins des plantes (avec l'agro-fournisseur / des techniciens de la chambre d'agriculture, des communautés de communes), en fonction du terrain. **Aller plus loin que la logique de seuils réglementaires.**
- **Rotation agricoles**, cycles de production long (5 ans)
  - ⇒ Résultats visibles avant 2015
  - ⇒ Diminution de l'usage d'AZOTE
  - ⇒ Gains budgétaires tout en ayant le même rendement versus méthode de travail plus complexe (Calendrier d'épandage ? où ? Quels arrières effets de l'année précédente ?)

## Dans l'exploitation

---

### ► Croître à 20% du territoire la production biologique (objectif Grenelle) :

- Augmenter les subventions pour l'agriculture biologique (actuellement moins rémunératrice que l'agriculture conventionnelle)
- FONCIER : Faciliter l'accès aux agriculteurs souhaitant acquérir des petites parcelles pour le maraichage biologique (par exemple) : une décision prise conjointement entre la chambre d'agriculture, les syndicats fonciers et le maire (au même titre que les industries / GMS)
- Réponse à la demande locale / développement des circuits courts (marchés, superettes, artisans, cantines, restaurateurs...)

### ► Valorisation de l'engrais :

- 1. La méthanisation : Solution temporaire et non définitive (passage de l'organique au minéral = pas de réduction sur le territoire de l'azote)
  - Valorisation sur le territoire de l'azote organique produit = revente sous forme minérale.
  - Accroître l'autosuffisance du territoire et conserver la valeur ajoutée sur le territoire. (La Bretagne exporte 400 000 tonnes de coproduits / an (55% de matières sèches)). Les coûts de transport représentent environ 4 millions d'€.
- 2. Permettre aux exploitations qui en ont besoin d'acheter du lisier aux exploitations qui sont productrices excédentaires au lieu qu'elles le traitent (coût et énergie).

### ► De nouvelles pratiques à favoriser...

- Insectes pollinisateurs, produire le porc autrement (favoriser la production sur litière avec un écart de coût de production de l'ordre de 3€ / porc), des rotations incluant des cultures très absorbantes en septembre et octobre (pas de maïs), diversification des cultures avec des plantes qui demandent moins d'engrais.



## Dans l'exploitation

---

### ■ **Systèmes HERBAGERS** : une solution durable pour le laitier notamment, à développer sur le territoire

- Plus de prairies, augmenter la luzerne
- Les systèmes herbagers économes apportent une plus value sur le plan économique et environnemental. Le développement du pâturage de prairies graminées légumineuses de longue durée réduit considérablement les coûts alimentaires (43% environ), et les charges opérationnelles. Une baisse des charges plus forte que la baisse de production.
- ⇒ **Création de valeur ajoutée, une augmentation de 11% de l'excédent brut d'exploitation.**
- ⇒ **Baisse de la pression azotée de 30%.**

### ■ **Les séchoirs auto-suffisants** :

- Construction de séchoirs collectifs
- Opérations massives de plantation d'arbres qui, à maturité, chaufferont les séchoirs (les arbres ont une capacité d'absorption de l'azote)
- Utilisation de l'herbe des parcelles + l'herbe ramassée des fossés / espaces publics lors de l'entretien des espaces communs + des herbes issues de l'entretien des zones humides.
- Subventions possibles?

### ■ **Les couverts végétaux**

### ■ **Le foncier** : la répartition parcellaire peut avoir une influence sur le choix des systèmes utilisés.

## Dans l'exploitation

---

### Actions qui ne font pas consensus :

■ **Un bilan global de l'exploitation individuelle** : Solution durable si les objectifs réglementaires ne changent pas durant près d'une décennie.

- Indicateurs et bilans mis en place par le monde agricole.
- Bilans effectués par des techniciens des communautés de communes et de la chambre d'agriculture.
- Permet une classification des exploitations et un accompagnement priorisé selon la qualité des pratiques.
- Fixations d'objectifs progressifs et objectivement réalisables entre les contrôleurs et l'exploitant.

Plébiscité par certains services publics; rejeté par le monde agricole puisqu'il signifie pour eux une perte de contrôle de leur manière de travailler.

■ **Moins de porcs, plus de bovins.**

Plébiscité par certaines associations; rejeté par le monde agricole, foncier et certains élus puisque le mode de production est différent et le changement serait coûteux.

■ **Taxation des achats d'engrais pour tous « Pollueurs payeurs »**

- Taxations des achats d'engrais au-delà des règles d'agronomie prescrites par des techniciens professionnels (chambre d'agriculture, communauté de communes, agro-fournisseurs).

Plébiscité par certaines associations; rejeté par le monde agricole.

■ **Bétonner les fermes**

- Cela accentue le côté superficiel, hors sol de l'agriculture conventionnelle
- Cela engendre des investissements importants, lourds pour les exploitations

Plébiscité par certains agriculteurs pour montrer qu'ils ont fait des efforts; rejeté par l'agriculture durable et biologique puisqu'elle accentue l'artificialisation des exploitations agricoles.

## Dans les collectivités / Etat

---

- **Création d'un label « territoire innovant »**
  - Communication sur les bonnes pratiques des exploitants de ce territoire / Communication des communautés de communes auprès des citoyens (« success story » d'agriculteurs ayant changé de pratique ou perfectionné l'actuelle)
  - ⇒ Atout touristique
  
- **Prouver les causes des algues vertes spécifiques à la baie et mesurer l'efficacité des actions passées.**
  - Mettre en place une bibliographie
  - Confronter les avis des experts sur les sources (agriculture, tourisme, assainissement...)
  
- **Régulation par l'Etat des prix du marché dans la filière agricole**
  - Favoriser une tarification minimum, un revenu minimum et régulier
  - Augmenter la qualité de vie des agriculteurs
  - Leur permettre d'améliorer leurs pratiques
  
- **Des analyses des niveaux de nitrates sur le terrain permettent de mieux appréhender les mesures à mettre en œuvre**
  - 100 analyses (ou plus) en sortie d'hiver sont effectuées par la communauté de communes **sur tout le territoire** et les résultats sont diffusés en février à tous les agriculteurs
  
- **Finaliser l'assainissement collectif et individuel en cours dans toutes les communes**
- **Favoriser les entreprises comme « ALGUES DE BRETAGNE (Rosporden) » qui commercialisent / valorisent l'algue verte**
  - Recherche expérimentale
- **Contrôler le bon fonctionnement des stations d'épuration de la baie de Douarnenez (notamment celle de Douarnenez)**

## Dans la baie

---

### □ Le ramassage des algues : INDISPENSABLE POUR TOUS

#### ○ Sur terre :

- Améliorer les pratiques de ramassage pour limiter l'impact sur la ressource pêche, le sable, les galets
- Étendre les zones de ramassage même aux petites criques

#### ○ En mer :

- Des filets qui capturent les algues « *Les pêcheurs pourraient effectuer une partie de cette activité contre rémunération* »
- Des bateaux « suceurs d'algues »
  - ⇒ Peu de sable ramassé
  - ⇒ Perte de l'eau « *80% eau dans les algues vertes* »
  - ⇒ Diminution du risque de duplication des algues une fois cassée
  - ⇒ Quid du coût et des moyens techniques

#### ○ Stockage et compostage:

- Augmenter les capacités de stockage (par stockage, les acteurs pensent à la capacité de l'usine de traitement ) pour limiter la fermeture de plages, l'usage de terrains vagues et de terres agricoles pour stocker les algues vertes.

## Dans le milieu naturel

---

■ Création de roselières autour des cours d'eau.

■ **Entretien des zones humides pour accroître leurs fonctionnalités**

- Réhabiliter les prairies, zones abandonnées et terres de moindre valeur

■ **Répertorier et entretenir les cours d'eau**

- Bandes enherbées

■ **Créer des talus, réinstaller du bocage, campagnes de reboisement massives par les communautés de communes.** « *Recréer des talus, reconstruire le bocage* »



## Autres actions possibles

---

■ **CAMPING** : remise aux normes de l'assainissement des campings et mise en place d'actions pédagogiques auprès des touristes.

■ **CITOYENS** :

- Usages des circuits courts
- Assainissement collectif et non collectif
- Usage de pesticides (hors marées vertes, pour favoriser la qualité de l'eau)
- Sensibilisation par des visites de fermes